

Mon pays à l'ère nucléaire

De Cadarache au plateau d'Albion

La commission européenne qui est toute-puissante, vient par un pur acte de langage, mais hautement performatif, de transformer l'énergie nucléaire en énergie « verte » et « durable¹ ». Une toute-puissance et une performativité que l'on n'avait pas vues à l'œuvre depuis la profération divine « - que la lumière soit ! » - à laquelle, nul n'est tenu de croire.

Le public a appris à cette occasion l'existence et le sens du mot « taxonomie » qui désigne « la science des lois de la classification ». Des lois évidemment évolutives, en fonction des évolutions de ceux qui les formulent. *Penser/classer* a condensé Georges Pérec dans un bref essai (1985). La Commission européenne ayant le pouvoir de classer, a également celui de faire penser selon ses lois. C'est du moins son but comme le montre Debord dans ses *Commentaires* de 1988 :

« On peut garder le nom quand la chose a été secrètement changée (de la bière, du bœuf, un philosophe). On peut aussi bien changer le nom quand la chose a été secrètement continuée : par exemple en Angleterre l'usine de retraitement des déchets nucléaires de Windscale a été amenée à faire appeler sa localité Sellafield afin de mieux évacuer les soupçons après un désastreux incendie en 1957, mais ce retraitement toponymique n'a pas empêché l'augmentation de la mortalité par cancer et leucémie dans les alentours. Le gouvernement anglais, on l'apprend démocratiquement trente ans plus tard, avait alors décidé de garder secret un rapport sur la catastrophe qu'il jugeait, et non sans raison, de nature à ébranler la confiance que le public accordait au nucléaire. »

A l'annonce de la métamorphose opérée par la formule magique de la Commission européenne, les persifleurs se sont esclaffés que la radioactivité de ses déchets était la seule chose durable dans le nucléaire. Une sorte d'éternité au regard de nos vies d'humains. Cette éternité a pourtant eu un début – en 1939, en France – et un pays, la Provence, colonie nucléaire et militaro-industrielle depuis les années 60 ; de Marcoule à Pierrelatte, de Cadarache au plateau d'Albion, des piles aux missiles, de la fission à la fusion nucléaire.

Histoire et tableau de la Provence nucléaire par Renaud Garcia.

**Pièces et main d'œuvre
5 février 2022**

¹ Cf. *Le Monde*, 4 février 2022.

Mon pays à l'ère nucléaire

De Cadarache au plateau d'Albion

Depuis le col des Ouïdes, dans le massif de l'Étoile, au nord-est de Marseille, il m'arrive souvent, par temps dégagé, d'admirer le panorama de mon pays. D'un côté les miroitements du vallon Dol, des îles du Frioul et des Calanques. De l'autre, au loin, les lignes du Ventoux et de la montagne de Lure, les confins du Vaucluse et des Alpes-de Haute-Provence (jadis Basses-Alpes). Plus près, le massif de la Sainte-Victoire. Mais déjà, en contrebas, la centrale thermique de Gardanne-Meyreuil, avec sa plus haute cheminée de France, qui culmine à 297 mètres. Et là-bas, par-delà la Côte bleue, près de l'étang de Berre, le site industriel de Fos et la raffinerie de Lavera, hameau de Martigues, avec ses torchères de gaz, son panache de fumées et sa vie empoisonnée. Puis Istres et sa base militaire. Des lieux qui m'accompagnent, même lorsque je ne les vois pas. La famille, pour une partie, y a travaillé. J'y suis né. J'y ai grandi. J'y suis encore. Comme un végétal stupidement enraciné dans une terre meurtrie. Chez nous, l'arbre généalogique remonte aussi vers des aïeux gardois. À 45 km de Nîmes se trouve le site nucléaire de Marcoule, sur les communes de Chusclan et Codolet, dans le canton de Bagnols-sur-Cèze. Créé en 1956, il se situe à une trentaine de kilomètres du site du Tricastin, localisé à Pierrelatte dans la Drôme, et à huit kilomètres de la base militaire d'Orange.

Tel est mon pays, celui que je parcours du regard depuis l'Étoile, celui que je garde en moi par héritage familial. Pays délavé par l'industrialisation des « Trente Glorieuses ». Terre choisie, à la même époque, pour abriter le feu nucléaire français dans le contexte de la guerre froide. Des « temps difficiles » (Dickens) au « temps de la fin » (Anders). Deux lieux, en particulier, y concentrent les malédictions de l'ivresse de puissance. D'abord le village de Saint-Paul-lès-Durance, à l'extrémité nord-est des Bouches-du-Rhône, territoire de l'implantation du centre d'études nucléaires de Cadarache à partir de 1959. Ensuite le plateau d'Albion, dominé par le Ventoux, à l'extrémité ouest de Lure, et ciblé en 1965 pour devenir le premier site de dissuasion nucléaire français : dix-huit silos à missiles et deux postes de conduite de tir.

Pourquoi ici, et pas ailleurs ? Parce que le général de Gaulle voulait une force nucléaire complète : aérienne, terrestre et sous-marine ; parce que, dans ce plan général, « nous recherchions un terrain assez vaste mais peu peuplé, afin d'éviter les difficultés juridiques (expropriations) et politiques », selon les mots de Pierre Messmer, ministre des Armées en 1965² ; parce que plusieurs sites vosgiens, alpins et jurassiens avaient été écartés pour des raisons techniques, ou politiques ; parce que la population locale, notamment à Apt, la sous-préfecture du Vaucluse, était consentante ; parce qu'enfin, la proximité géographique de Pierrelatte, Marcoule, Istres et Orange militait en faveur de la Provence nucléaire. De la géologie à la géopolitique, voici l'histoire de mon pays au temps de la dissuasion nucléaire.

² Cité par Frédéric Monier, « Un territoire de la dissuasion nucléaire : le plateau d'Albion », halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-02163843.

Le choix atomique de la France

Le destin nucléaire de la France se joue dès 1939, lorsque le physicien Frédéric Joliot-Curie, prix Nobel de chimie en 1935, dépose avec son équipe du Collège de France trois brevets détaillant les principes de la fission des noyaux de l'atome d'uranium. Le premier décrit le fonctionnement d'un réacteur nucléaire de base ; le deuxième traite du contrôle du réacteur par interruption de la réaction en chaîne ; le troisième s'intéresse quant à lui au perfectionnement des charges explosives, autrement dit au principe d'une arme atomique.

Joliot-Curie se démène pour mettre en valeur son invention scientifique, en cherchant au Congo un stock d'oxyde d'uranium afin de passer à la phase expérimentale du réacteur nucléaire. La guerre survient. Joliot-Curie se rapproche de Raoul Dautry, ministre de l'Armement. Ce dernier, polytechnicien, ingénieur, ancien directeur général de l'administration des chemins de fer de l'État de 1928 à 1937, membre du conseil d'administration de la SNCF créée en 1938, apporte un soutien total au dessein du physicien d'utiliser l'énergie nucléaire à des fins non seulement civiles, mais encore militaires. C'est Dautry qui encourage les atomistes à approfondir leurs recherches sur la fission, et leur témoigne de son zèle en envoyant en 1940 une mission secrète en Norvège, chargée de mettre la main sur la totalité du stock d'eau lourde de la société *Norsk Hydro*. C'est encore Dautry qui envoie à Londres, avec le stock d'eau lourde, deux collaborateurs de Joliot-Curie, Hans Halban et Lew Kowarski, chargés d'entrer en relation avec le colonel René Mayer, alors chef de la mission française d'armement (et futur président du Conseil entre janvier et juin 1953), afin d'y poursuivre leurs travaux en secret.

Aux États-Unis, le *Projet Manhattan*, qui aboutira à la fabrication de la bombe d'Hiroshima et Nagasaki, débute bientôt, lui aussi dans le plus grand secret. On le voit, les Français n'ont pas à rougir face aux Américains. En matière de secret nucléaire et militaire, ils sont même précurseurs. Pourtant, ils se trouvent évincés du programme américain. L'affirmation de la puissance exige le monopole. Les savants français poursuivent néanmoins leurs recherches, notamment au Canada, où le général de Gaulle leur rend visite en 1944. Il apprend ainsi de la bouche des physiciens et chimistes Bertrand Goldschmidt, Pierre Auger et Jules Guéron, l'existence du *Projet Manhattan*. Les recherches des Américains ont progressé, leur machinerie scientifique et technique fonctionne à fond avec ses différents sites industriels construits comme autant de villes-laboratoires (entre autres Hanford pour la production de plutonium ; Oak Ridge pour la séparation de l'uranium fissile ; Los Alamos pour la construction des bombes). Ils ne renonceront pas à leur monopole.

Aussi, conseillé par Dautry, devenu entre-temps ministre de la reconstruction et de l'urbanisme sous le gouvernement provisoire de la IV^e République, son président, le général de Gaulle, crée-t-il en octobre 1945 le Commissariat à l'énergie atomique (CEA), deux mois après l'explosion de la bombe à Hiroshima. Dautry occupe bientôt la fonction d'administrateur ; Joliot-Curie celle de haut-commissaire. Ce dernier, qui va encadrer à Fontenay-aux-Roses les travaux aboutissant en 1948 au premier réacteur nucléaire français, la pile atomique Zoé, est communiste. Le Parti communiste français - pro-soviétique - combat l'application militaire du nucléaire, en France et dans « le camp occidental ». Comme tant de scientifiques pyromanes, Joliot-Curie se fait pompier en présidant le congrès du Mouvement pour la Paix, qui fait campagne contre les armes atomiques américaines. Il signe en 1950, aux côtés d'Aragon et de Picasso, l'Appel de Stockholm contre l'arme nucléaire des pays impérialistes, ce qui entraîne sans doute sa révocation du CEA par le président du Conseil Georges Bidault. Le nucléaire entre de bonnes mains ne dérange pas le moins du monde, et pour cause, Joliot-Curie et ses amis communistes, qui orientent le CEA vers l'usage industriel de l'énergie atomique. Civil ou militaire. Le sempiternel jeu de dupes. Comme si, toute technologie n'était pas *duale* ; civile et militaire. Mais cela permet aux *progressistes* de sauver la dialectique entre l'aspect « négatif », militaire, du nucléaire, et son aspect « positif », civil – c'est-à-dire industriel. Bref, l'usage industriel et civil du nucléaire s'impose d'abord.

Mais en 1952, un jeune et ambitieux député du parti Radical, Félix Gaillard, ancien inspecteur des finances et commissaire général du Plan, devenu secrétaire d'État à la présidence du Conseil dans le gouvernement de René Pleven, oriente la France vers l'atome militaire. Éclairé par Bertrand Goldschmidt, Gaillard propose un plan nucléaire quinquennal comprenant la construction de deux piles atomiques en graphite, et d'une usine de production de plutonium avec pour objectif la production d'une quantité nécessaire à six à huit bombes atomiques. Face aux protestations des communistes, dans un contexte géopolitique où l'Angleterre vient de pratiquer son premier essai atomique en Australie, tandis que les États-Unis et l'Union Soviétique ont accédé à la bombe H, Félix Gaillard tient ferme le cap de l'escalade des moyens :

« Il serait vraiment curieux, alors que tant de pays de part et d'autre du Rideau de fer fabriquent des armes de destruction massive, de voir la France se refuser par principe la possibilité d'en faire pour assurer sa propre défense³. »

Entre juin 1954 et février 1955, la présidence de Pierre Mendès-France n'infléchit pas la trajectoire impulsée par F. Gaillard. Bien qu'il s'en soit défendu, le juriste et docteur en sciences économiques, parangon de l'humanisme progressiste, écarte les obstacles juridiques et politiques entravant la voie de l'arme atomique française. Ses préoccupations de départ se tournent vers les applications civiles, au profit du développement industriel. Mais la chute de Diên Bien Phu lors de la guerre d'Indochine, où les États-Unis lâchent l'armée française, à quoi s'ajoute la nouvelle politique de l'Otan et le réarmement de l'Allemagne, convainquent l'État-major français et le ministre de la Défense René Pleven que seule la possession d'une arme nucléaire garantira l'autonomie de défense ainsi qu'un poids décisionnel dans les plans communs.

De fait, les postes stratégiques au CEA et au Quai d'Orsay sont occupés par des partisans de la bombe. Le pouvoir politique le cède au pouvoir scientifique. Certes, Mendès-France ne débloque aucun crédit direct pour la fabrication de bombes, mais il ne peut rien contre les « pro-bombe » qui y voient la garantie de l'indépendance nationale. En 1956, devenu ministre du gouvernement de Guy Mollet, Mendès-France participe à la négociation du traité Euratom, censé établir le contrôle européen de l'utilisation des matières fissiles. De Gaulle, qui entrevoit sa sortie du « désert », rencontre les membres du CEA à Saclay, et les met en garde contre la perte d'indépendance nationale qui résulterait d'une telle négociation. Encore et toujours la même antienne : pour la France, se doter du feu nucléaire, c'est peser sur les destinées du monde.

L'affaire est tranchée lors de la crise de Suez, où la France et l'Angleterre s'allient à Israël pour occuper une zone portuaire, déterminante pour affirmer leur puissance coloniale, tandis que l'Union Soviétique soutient l'Égypte de Nasser et les menace de représailles. Lâchés, une fois de plus, par les États-Unis au plan diplomatique, les Français tirent leurs conclusions : il ne sera possible de se soustraire au paternalisme *yankee* qu'en possédant la bombe. Le rapporteur de la commission de la Défense nationale, le député « radical-socialiste » de la Creuse Olivier Harty de Pierrebouge, rallié deux ans plus tard à de Gaulle, déclare :

« La création d'une force nucléaire et thermo-nucléaire nationale, fût-ce au prix des plus lourds sacrifices, est désormais la loi fondamentale de notre effort militaire⁴. »

Le temps presse : en 1957, le lancement du Spoutnik par les Soviétiques laisse entendre qu'ils pourraient être les premiers à disposer de missiles nucléaires intercontinentaux, provoquant une montée aux extrêmes qu'illustrera la crise des fusées de Cuba, en 1962.

³ Cité par Dominique Mongin, « Genèse de l'armement nucléaire français », *Revue historique des armées* [En ligne], 262 | 2011.

⁴ Cité dans Maurice Vaisse, « Le choix atomique de la France », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, oct.-dec., 1992, N° 36 (Oct.-Dec., 1992), pp. 21-30.

Le 13 mai 1958, de Gaulle revient au pouvoir. Lors du Conseil de défense du 17 juin 1958, il met un terme à un projet de coopération nucléaire franco-germano-italienne, accélère le programme atomique national et confirme la date de la première expérimentation française, proposée initialement par Félix Gaillard, président du Conseil entre novembre 1957 et le 14 mai 1958. L'arme atomique devient l'instrument d'une politique d'indépendance vis-à-vis de l'Otan.

Le 13 février 1960, au sud de l'Algérie, dans le désert du Tanezrouft, explose le tir baptisé « Gerboise bleue », en présence de l'ingénieur polytechnicien Pierre Guillaumat, ministre de l'énergie nucléaire, de son collègue Pierre Couture, administrateur général du CEA, du général Lavaud, chef d'État-major des armées, du général Ailleret, commandant interarmées des armes spéciales et du général Buchalet, directeur des applications militaires. Moins d'une heure après le tir, de Gaulle adresse ce message de félicitations à Guillaumat :

« Hourra pour la France ! Depuis ce matin, elle est plus forte et plus fière. Du fond du cœur, merci à vous et à ceux qui ont pour elle remporté ce magnifique succès ».

La course au « pouvoir égalisateur de l'atome » est partie. Le site nucléaire de Marcoule a été construit en 1956. En 1959, il a été décidé d'implanter un « centre d'études » du CEA à Cadarache. À partir de 1960, l'usine de séparation isotopique de Pierrelatte commence sa production. Configuré avec une usine haute, une usine moyenne et une usine basse, le site procède, dans l'usine « haute », au raffinage de l'uranium 235, uranium très enrichi chargé de constituer l'explosif de la future bombe à hydrogène française, et le carburant des sous-marins atomiques. Le général visite les installations une première fois en 1963, puis en 1967. À partir de 1962, et de manière décisive entre 1965 et 1968, commence la transformation du plateau d'Albion en base de dissuasion nucléaire. Un site de « seconde frappe », destiné à faire feu après une attaque.

Mon pays est désormais ciblé. Un territoire expérimental pour la triple alliance de la Défense, de la technoscience et du capital. Pouvoir, savoir, avoir : la puissance de feu de la technocratie⁵. Une enquête de 1963 montre qu'à l'époque le CEA occupe 3800 cadres, sur près de 20 000 personnes, soit presque autant que le CNRS, avec ses 4180 chercheurs. Les crédits dont il dispose sont dix fois plus élevés que ceux du CNRS. Un rapport publié à la fin de 1962 sur le programme d'équipement militaire montre que plus de la moitié des fonds publics est gérée par des administrations militaires.

Quant au discours des hommes influents, en voici quelques échantillons :

Gaston Palewski, gaulliste fidèle, ministre en charge de la Recherche scientifique et des questions atomiques et spatiales, à propos du CEA, en 1963 : « Les tâches qui lui sont demandées par les Armées et qui sont liées à l'inéluctable reconversion de nos forces militaires, vont en croissant rapidement ».

Bertrand Goldschmidt, directeur des programmes du CEA, dans son livre *L'aventure atomique*, en 1962 : « La tentation est grande devant les gros dépassements de crédits des réalisations militaires de diminuer la part civile pour maintenir les dépenses dans l'enveloppe financière accordée ».

Henri Baïssas, ancien inspecteur de l'Éducation Nationale en physique, directeur du CEA, au cours du premier Congrès Euratom, en 1962 : « Le pouvoir de l'État sur la recherche, s'il est efficace n'est pas sans danger, car la science cherche la vérité tandis que l'État cherche la puissance. Un État entièrement maître de la recherche peut l'orienter

⁵ Cf. Marius Blouin, *De la technocratie. Ludd contre les Américains*, octobre 2016, sur www.piecesetmaindoeuvre.com et Pièces détachées 80 & 80'.

vers des voies qu'il juge politiquement rentables alors qu'elles sont scientifiquement fausses ⁶».

Au temps pour le découplage du nucléaire civil et de l'atome militaire, ainsi que la défense des « bons usages » de la technologie.

Cadarache, ou le Technocène hors-sol

Le site du centre d'études du CEA, à Cadarache, se situe sur le territoire du petit village de Saint-Paul-lès-Durance, dans les Bouches-du-Rhône. Si l'on emprunte l'autoroute A51 qui relie Grenoble à Marseille, le village se situe à une dizaine de minutes à partir de Manosque. C'est également le point de départ du canal industriel d'EDF. Situé dans le canton de Peyrolles-en-Provence, dans l'arrondissement d'Aix, il a pour alentours les villes de Salon de Provence à 55 km, Marseille à 65 km, Manosque à 25 km, Peyrolles à 15 km et enfin Aix à 35 km. Son territoire se répartit en trois ensembles géographiques : la vallée de la Durance au nord ; des collines d'altitude moyenne (350 mètres) au centre ; enfin, au sud-ouest, un relief rattaché au versant nord de la montagne de Vautubière, entre le massif de la Sainte-Victoire et le Luberon. Dans les années 1950 et 1960, au moment où Jean Giono, l'écrivain manosquin, rédige des textes sur la Provence, il ne trouve encore, pour susciter son ire, que la Nationale 7 autour de Saint-Paul-lès-Durance. La mise en place du centre d'études, conjuguée à la construction du canal industriel, métamorphose la commune. Entre 1954 et 1962, la population locale est multipliée par quatre, approchant les 900 habitants dans les années 1960. Les actifs, néanmoins, habitent à Aix ou Manosque.

Cadarache se veut donc, au départ, un centre « d'études ». Voyons néanmoins ses installations, en bordure desquelles peut circuler le vacancier ou le Marseillais en quête d'escapades dans le Verdon, au cœur d'une superbe forêt domaniale. Elles comprennent, à partir de 1964, un Atelier de technologie du plutonium (ATPu), destiné à la fabrication industrielle du MOX pour les centrales françaises et allemandes : un combustible issu d'un mélange d'uranium et de plutonium. Ce dernier étant l'élément chimique le plus dangereux de la planète. En avaler quelques millièmes de gramme provoque des cancers irréversibles, des leucémies ou des modifications génétiques.

À côté de l'Atelier, le site compte un laboratoire de purification chimique, chargé du contrôle qualité et du traitement des déchets ; un magasin de stockage d'uranium enrichi et de plutonium ; un laboratoire d'études et de fabrication des combustibles avancés ; le réacteur Masurca, utilisant un combustible à 54 % de plutonium. On ajoutera à ces installations nucléaires de base des sites d'entreposage des déchets radioactifs : les hangars 2 à 9 qui abritent 3748 fûts de boue contaminée avec du plutonium et de l'uranium ; des fosses doublées de béton et d'asphalte renfermant du plutonium et de l'uranium pyrophorique (inflammable) ; cinq tranchées en pleine terre contenant des déchets en partie contaminés au plutonium ; la piscine et le bassin du réacteur Pégase convertis en 1980 pour le stockage de 2703 conteneurs renfermant 64 kg de plutonium ; une station de traitement, assainissement et reconditionnement⁷.

Une telle débauche de haute technologie au service des énergies « décarbonées », comme tout pantin de la « transition » le caquêterait aujourd'hui, méritait bien la visite du général de Gaulle, venu honorer le site de sa présence le 24 septembre 1963. D'abord pour s'informer sur le prototype à terre (PAT), réacteur à eau pressurisée destiné à la fabrication des chaudières des porte-avions et

⁶ Chiffres et extraits cités dans *Esprit*, « La force de frappe et la recherche scientifique », déc. 1963, nouvelle série, n°323, pp. 798-803.

⁷ Cf. *La gazette nucléaire*, 203/204, janvier 2003, par l'APRII-RAD Provence-Alpes du Sud.

sous-marins nucléaires ; puis pour assister aux prémices de la construction du réacteur à neutrons rapides Rapsodie. Léger trouble : le général savait-il bien où il mettait les pieds ?

Car la géologie est têtue. La commune de Saint-Paul-lès-Durance est en effet située sur un accident tectonique qui affecte la région : la faille de la Moyenne Durance. Le centre du CEA a donc été placé sur le tracé du couloir des failles actives d'Aix-La Durance. Il s'agit d'une zone sismique ébranlée la dernière fois en 1909 par le séisme de Lambesc, commune située à 20 km d'Aix et 15 km de Salon de Provence. Ce séisme de niveau 9 avait touché Saint-Paul-lès-Durance et provoqué la mort de 46 personnes. Un séisme ne produit pas les mêmes dégâts selon le type de failles. Les plus dangereuses sont dites « inverses Est-Ouest ». Au moins cinq d'entre elles entourent le site de Cadarache : celle de Vinon-Saint Julien ; celle de Gréoux-Esparron ; celle de Vautubière ; celle de Ginasservis dans le Var ; celle de Rians. Toutes comprises à une distance entre deux et dix kilomètres de Cadarache. Selon les sismogrammes de la région, des séries de secousses de faible magnitude se produisent le long des quatre zones faillées actives du sud-est de la France : celle d'Aix-Durance ; de Nîmes ; des Cévennes et du sillon houiller qui traverse le Massif central. Autrement dit, rien ne saurait exclure un nouveau séisme. La dernière simulation effectuée en 1982, indiquait une multiplication par dix ou par vingt du nombre de victimes, aujourd'hui, à Saint-Paul-lès-Durance⁸.

Il paraît que l'Anthropocène est, selon la définition du biologiste Størmer et du chimiste Crutzen, cet intervalle de temps géologique actuel dans lequel les processus et conditions de notre planète sont durablement modifiés par l'impact des activités humaines. Mais quand l'on passe de la domestication du feu et des plantes à celle de l'atome et du gène, comment nommer cette période ? Le Technocène est l'ère des technocrates qui, tel le général de Gaulle, enferment les humains dans la course à la puissance et à ses dilemmes. « Foudroyés aujourd'hui par la force mécanique, nous pouvons vaincre dans l'avenir par une force mécanique supérieure. Le destin du monde est là », disait l'Appel du 18 juin.

Mais que deviennent le monde, le milieu vivant, l'humanité, quand « le destin » impose l'acquisition du feu nucléaire pour prix de la puissance - de la victoire, de l'indépendance, économique et politique. Quand l'acquisition de ce feu nucléaire impose la consommation du monde et du milieu vivant qu'il était censé protéger, et pour la protection desquels on s'efforce de l'acquérir. Quand le prix d'une sauvegarde douteuse est le risque de bûcher (holocauste), local ou/et global.

Dans une enquête de janvier 2003, rédigée par l'Association pour la recherche et l'information indépendante sur la radioactivité (APRII-RAD Provence), les géologues Jacques Muller et Denise Nury expriment la scandaleuse évidence dévoilée par leur connaissance du sol :

« Il paraît totalement insensé d'avoir placé sur une zone sismo-tectonique active plusieurs installations nucléaires manipulant du plutonium ⁹ ».

Le CEA, quant à lui, a passé sous silence l'existence des cinq zones faillées aux alentours de Saint-Paul-lès-Durance, tout comme il a minimisé le dernier tremblement de terre en date, ramené à un niveau 8 en raison de la distance entre Lambesc et Saint-Paul. Là où les deux géologues estiment que la prévision sismologique devrait tenir compte d'un séisme de sécurité majorée, d'une intensité 10. Pour le dire brutalement, avec les mots de Jacques Muller :

« Cadarache est bien le dernier endroit où il fallait faire du nucléaire car le site se trouve en plein sur la faille de la Durance très active ces dernières années. Avec un séisme

⁸ Simulation présentée dans le Plan de prévention des risques naturels prévisibles de la DDE, document de 1996.

⁹ « Le centre de Recherche Nucléaire de Cadarache est situé sur des failles hautement dangereuses. Depuis 40 ans, méconnaissance ou irresponsabilité de nos décideurs? », *La Gazette nucléaire* 203/204, janvier 2003.

comme celui de 1909, la Provence serait rayée de la carte.» (*La Provence*, 19 avril 2001).

« Provence perdue », aurait dit Giono. Mon pays annihilé par le nucléaire.

On n'en est pas là. À la suite d'un rappel à l'ordre de l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN) en 2001, le démantèlement du site de MOX a débuté en juillet 2003... pour transférer la production à Marcoule. 145 tonnes de MOX, plus de 500 employés. Sans compter le reconditionnement et l'expédition des rebuts de fabrication à l'usine de La Hague. La règle du secret et de la dissimulation caractérise le CEA. Il a été condamné en 2012 par le tribunal correctionnel d'Aix-en-Provence à 15 000 euros d'amende pour « non-déclaration immédiate d'un incident survenu sur le site de Cadarache¹⁰ ». Quant aux stocks de plutonium dans l'ATPu, ils ont été sous-estimés, comme l'a établi l'ASN en 2009 en finalisant le démantèlement. Qu'importe, car un grand tapage a recouvert les silences des atomistes. Deux ans après la fermeture de l'usine MOX, Cadarache se dote du projet Iter (réacteur thermonucléaire expérimental international), financé à hauteur de 152 millions d'euros par le conseil régional, avec la bénédiction de la démocratie représentative elle-même, incarnée par Christophe Castaner, alors maire de Forcalquier et futur éborgneur de Gilets jaunes au Ministère de l'Intérieur de la technocratie « en marche » :

« La Région a été élue sur un contrat qu'elle a passé avec les citoyens. Elle a annoncé clairement qu'elle mobiliserait 152 millions d'euros pour accompagner ce projet. Elle l'a écrit dans son programme et elle a été élue. Je considère donc que les élus qui s'expriment ce soir ont la légitimité de parler au nom de tous les citoyens¹¹. »

Élaborée depuis 1985 par les grandes puissances (Union européenne, États-Unis, Japon, fédération de Russie, auxquels se joignirent la Corée du Sud, la Chine et l'Inde), l'installation de ce projet de fusion nucléaire - censé reproduire sur la Terre les conditions des réactions nucléaires produites par le soleil - fut décidée en départageant les candidatures du site japonais de Rokkasho et de Cadarache. 4 000 millions d'euros pour préparer son installation sur dix ans, 188 millions d'euros par an durant l'opération et 335 millions envisagés pour un démantèlement¹². Sur place, à Cadarache, 100 km de routes pour acheminer les composants jusqu'au site, une forêt rasée au profit d'une plate-forme viabilisée de 90 hectares, et encore une école internationale sélective à destination des élèves des cadres du site, pour un montant de 55 millions d'euros.

Dans quel but ? La fabrique d'absolu (Karel Čapek). L'illusion de produire de l'énergie abondante pour rien, en dépit des lois fondamentales de la thermodynamique. Une fierté nationale pour le président Chirac, hallucinant « une énergie sans impact sur le climat et quasiment inépuisable¹³ », flanqué des élus régionaux Jean-Claude Gaudin, maire de Marseille, ainsi que Maryse Joassains, maire UMP d'Aix et Michel Vauzelle, président socialiste de la Région PACA, tous deux bailleurs de fonds du projet.

Quant à l'émissaire du gouvernement français pour les négociations autour d'Iter, le parlementaire UMP Pierre Lellouche, futur secrétaire d'État aux affaires européennes sous la présidence de Nicolas Sarkozy, il devait exalter, en compagnie de Valérie Pécresse, alors ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche, ce « projet phare » de la communauté européenne. La

¹⁰ « Cogema arrête de produire du MOX à Cadarache », *Les Échos*, 31 juillet 2003 ; « Cadarache condamné pour un incident caché », *La Marseillaise*, 15 mars 2012.

¹¹ Cité par Bertrand Louart, *ITER ou la fabrique d'absolu*, in Notes & Morceaux choisis n°8, *Le travail mort-vivant*, la Lenteur, 2008 et sur https://www.piecesetmainoeuvre.com/spip.php?page=resume&id_article=108

¹² Felix Yndurain, « La energía de fusión : el proyecto ITER », *Política Exterior*, Vol. 18, No. 98 (Mar. - Apr., 2004), pp. 115-124.

¹³ « À Cadarache, Jacques Chirac salue un succès technique français et européen », *Le Monde*, 30 juin 2005 [rubrique « Planète » (*sic*)].

maîtrise de la fusion thermonucléaire étant un enjeu majeur à l'horizon 2050, « à l'heure où le développement durable, l'épuisement des énergies fossiles, la protection de l'environnement sont au centre des débats sur l'avenir de la planète¹⁴ ». Ceci dit en juillet 2010, au moment où les mêmes dirigeants compatissaient avec leurs « amis américains » touchés par une marée noire le long des côtes de Louisiane.

En attendant cet accomplissement civilisationnel, il n'en demeure pas moins que les réactions nucléaires entreprises par Iter supposent :

« des champs magnétiques intenses pour maintenir le plasma, c'est-à-dire le tritium porté à des températures extrêmes, sous haute pression mais en même temps dans le vide. Les aimants surpuissants qui engendrent ce confinement magnétique doivent eux-mêmes être refroidis par des fluides proches du zéro absolu. Maintenir ensemble des conditions extrêmes et opposées de température, de pression et de polarisation électrique, le tout sous une pluie de neutrons, demande assurément beaucoup d'énergie¹⁵ ».

Une nouvelle débauche d'énergie, donc, très prosaïquement concentrée entre les mains des technocrates, afin de percer les secrets de la puissance absolue. Mon pays au temps du délire technologique.

Albion, site de seconde frappe sans abris

Pour tenir le rang de la France dans le concert des puissances, le général de Gaulle veut une force nucléaire complète. En 1965, sous la direction du ministre des Armées, Pierre Messmer, décision est prise d'implanter une base de missiles sol-sol balistique sur le plateau d'Albion, à environ 70 km au nord-ouest de Cadarache. Le ministre gaulliste, irradié parmi d'autres le 1^{er} mai 1962, lors de l'accident de l'essai atomique de Béryl, à In Ekker, dans le sud de l'Algérie, ne regrettera pas son choix :

« Nous recherchions un terrain assez vaste mais peu peuplé, afin d'éviter les difficultés juridiques (expropriations) et politiques. [...] Plusieurs autres sites vosgiens, jurassiens et alpins avaient fait l'objet de reconnaissances préliminaires. Ils avaient été écartés soit pour des raisons techniques, soit pour des raisons politiques. [...] La suite des événements a prouvé que mon choix était bon. Qui le critique aujourd'hui ?¹⁶ »

Pas mal de monde, justement. Quant à la proximité de Cadarache, des installations militaires d'Istres et d'Orange, et du site de Marcoule, elle dissipe d'elle-même l'écran de fumée projeté par le ministre de Armées, en révélant la nature militaro-industrielle du choix d'Albion.

Assurément, ce plateau karstique (constitué de roches calcaires) offrait également un sous-sol malléable, capable d'encaisser les chocs, à l'écart de la zone sismique de la Durance, avec un habitat faible. Et, une fois travaillée par la propagande nucléariste, une population consentante dans les communes les plus proches, notamment Apt, la sous-préfecture du Vaucluse.

¹⁴ Déclaration prononcée au nom de M. Pierre Lellouche, secrétaire d'État aux affaires européennes, et Mme Valérie Pécresse, ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche, sur le projet du réacteur Iter, à Cadarache (Bouches-du-Rhône) le 28 juillet 2010. Cf. www.vie-publique.fr.

¹⁵ Bertrand Louart, *op. cit.*

¹⁶ P. Messmer, lettre du 11 février 1997, citée par A. Muller-Vincent, *Le plateau d'Albion et l'opinion publique de l'origine à nos jours : bonne fée ou perfide Albion ?*, université d'Avignon, mémoire de maîtrise, p.52 (1997).

D'une superficie d'environ 12872 hectares, le plateau d'Albion se situe au sud-est du mont Ventoux et au sud de la montagne de Lure, entre 800 et 1000 mètres d'altitude. Ses calcaires du Crétacé, reliefs faits de dolines, lapiés, avens et gouffres, en font un paradis pour les spéléologues. Abritant traditionnellement une agriculture tournée vers la lavande, les céréales et les ovins, ses couleurs mêlent le gris mauve des lavandes, le vert tendre et l'or des céréales à des nuances de garrigues et de forêts de feuillus et résineux, tandis que la blancheur de la pierre calcaire offre un contraste avec le rouge de la terre. Les communes du plateau, situées dans un rayon d'une vingtaine de kilomètres, abritent une population clairsemée : Simiane-la-Rotonde, Aurel, Saint-Christol, Saint Trinit, Sault. Revest-du-bion est la commune centrale du pays. Ceux qui ont lu *Colline*, de Giono, se souviennent peut-être du village perché de Redortiers, comme un fantôme dans le roman. C'est encore l'écrivain qui parle le mieux du plateau :

« Quand on descend la route n°7 et qu'on dépasse Orange, on voit sur la gauche, à côté des contreforts de Malaucène, une longue ligne bleue qui va rejoindre les Alpes au fond de l'est. C'est le plateau d'Albion. Il est couvert de forêts de chênes blancs. Sur les pentes qui font face (de très loin) à la vallée du Rhône est le village de Sault. Au-delà de ce plateau coule la Durance, entre Sisteron et Mirabeau. Sur les pentes qui font face à la vallée de la Durance est le village de Banon. Entre les deux, la solitude ; plus de cinquante kilomètres avec un seul village de huit-cents habitants : Le Revest ; quelques hameaux ; Ferrassieres, Saint-Christol. Le seul aspect de ce village et de ces hameaux renseigne sur les mœurs. Il n'y a pas de communauté. On se cache derrière des murs ; on pénètre dans les maisons par des chicanes. Une ferme de ce plateau s'appelle *Silence*¹⁷. »

La Grande Mulette y trouve naturellement de quoi déployer ses troupes dans la seconde moitié des années 1960, la mise en activité officielle du système sol-sol balistique datant de 1971. On creuse profondément dans la roche, à plus de cinq cents mètres, d'une part pour créer les galeries des postes de conduite de tir et d'autre part pour enterrer les silos de dix-huit missiles à tête nucléaire. À Reilhanette dans la Drôme et Rustrel dans le Vaucluse se trouvent des postes de conduite de tir : chaque poste, conçu comme un véritable bunker, a en charge neuf zones de lancement de missiles. L'infrastructure des postes de conduite de tir est enterrée. La partie visible se compose d'une plateforme bétonnée de la taille d'un demi terrain de football, entièrement clôturée, et d'un mur en béton long de 30 mètres sur 5 de hauteur. Une porte métallique protège la conciergerie, à partir de laquelle une porte blindée ouvre sur un tunnel de plus de 2 km. Construit pour résister à une éventuelle explosion, celui-ci est équipé d'une galerie anti-souffle, et à son extrémité, d'un puits de secours. Il conduit au poste de tir, une salle en forme de capsule de médicament, de la taille d'une carlingue d'Airbus. Ce cocon en béton armé est suspendu sur des ressorts amortisseurs au sein d'une caverne artificielle creusée à même la roche. La capsule (8 m de haut, 28 m de long) recouverte de trois mètres de béton est entièrement tapissée d'un acier spécial afin d'obtenir une cage de Faraday (c'est-à-dire une enceinte permettant de bloquer les champs électromagnétiques) aussi parfaite que possible. Deux pupitres distants de 4 mètres l'un de l'autre sont installés face à la paroi latérale. L'ordre de tir doit être déclenché de manière simultanée à l'aide de deux clés que portent au cou les officiers de tir durant la veille. Les deux officiers travaillent 24 heures d'affilée, assis dans des fauteuils sur rail, devant des consoles et des écrans contrôlant l'état des dix-huit missiles répartis dans les zones de lancement, situées en surface. Vingt officiers de tir assurent par rotation la « garde » des postes de conduite de tir.

Quant aux dix-huit zones de lancement, qui requièrent la surveillance à distance et l'entretien des missiles, elles ressemblent à ceci : une aire rectangulaire de 14 000 m² avec un bâtiment de surface,

¹⁷ Giono, *Provence* [1954], Gallimard, 1993, p. 173.

un silo de missile équipé de ses instruments de tir, un abri auxiliaire et un local de protection. Chaque silo est une structure enfouie d'un diamètre de neuf mètres et d'une trentaine de mètres de profondeur, comportant un massif de tête et un fût. Le missile repose sur une suspension composée d'une couronne porteuse supportant l'engin, elle-même soutenue par quatre élingues reliées à des amortisseurs. En séquence de tir, la suspension se bloque automatiquement pour caler le missile au moment du départ. En séquence d'explosion nucléaire, la suspension est maintenue débloquée pour laisser passer l'onde de choc et ainsi protéger le missile. La porte principale, en béton, de 145 tonnes, est contrôlée depuis le poste de conduite de tir. Lors du lancement du missile, elle peut être éjectée en quelques secondes à plusieurs mètres de hauteur¹⁸.

Impressionnant, non ?

Voilà bien de quoi exciter tous les amateurs de *matos* et de *manipes* ; ingénieurs, techniciens, scientifiques ; généraux et dirigeants politiques ; chefs d'entreprise et directeurs d'instituts.

Le dispositif est complété par deux antennes verticales de transmission des informations de télésignalisation, et la base-support de Saint-Christol, avec ses deux mille personnes chargées de maintenir les missiles en condition opérationnelle. Plus au sud, les infrastructures nouvellement créées de la ville d'Apt accompagnent les installations proprement militaires : création d'une « cité » (la cité Saint-Michel), avec près de neuf cents logements et divers équipements (crèches, écoles, commerces) ; instauration du Cercle mixte de l'air, destiné à favoriser les liens entre les militaires et les civils ; création d'un centre d'accueil, lieu de repos pour les appelés du contingent en permission à Apt.

En 1962, avant le début des travaux de construction, la ville d'Apt compte 7812 habitants. En 1968, la population passe à 10000, pour se stabiliser entre 11500 et 11700 à partir des années 1970¹⁹. Mon pays au temps de la croissance. Pour la délectation du maire d'Apt à l'époque de l'édification de la base de missiles, Georges Santoni.

Notable local, beau-fils d'Eugène Baudouin, maire de la ville entre 1924 et 1940, Santoni est le pharmacien de l'hôpital d'Apt. Engagé dans la vie politique à 43 ans, en 1958, il est député du Vaucluse de décembre 1958 à octobre 1962. Maire d'Apt entre 1965 et 1971, il crée dans sa ville, en 1966, le Service du génie et la Direction des travaux spéciaux du génie. Député du Vaucluse entre 1968 et 1973, Santoni se range parmi « les godillots » de l'UDR, parti gaulliste qui compte à l'époque parmi ses secrétaires généraux Alain Peyrefitte, Jacques Chirac ou encore Alexandre Sanguinetti. Vous savez ? Le fondateur du SAC (Service d'action civique), la police parallèle gaulliste - dissoute à la suite de la tuerie d'Auriol, dans les Bouches-du-Rhône en 1982, où le chef de la section locale, Jacques Massié, et six membres de sa famille dont un enfant, sont étranglés, fracassés, poignardés.

Santoni n'a rien d'exceptionnel, au contraire. Imbécile politique, notable à la remorque des technocrates, il est plutôt exemplaire. Celui que la presse présente comme un ami de P. Messmer s'épanche dans *Le Méridional* du 14 octobre 1965, au nom de l'emploi et de la modernisation :

« La polémique fait couler de l'encre. Eh bien ! tant mieux. Cela fait parler d'Apt et de sa région. Apt entre par la grande porte dans l'ère atomique ».

« Ces silos à fusées (nombre exact inconnu, secret d'État) seront enterrés. Donc, en cas d'explosion accidentelle, peu de dégâts extérieurs ».

¹⁸ Cf. Mélanie Favre, *Projet de labellisation au Patrimoine du XX^e siècle des anciennes installations militaires du plateau d'Albion*, mémoire de M2, Université d'Avignon et des Pays de Vaucluse, 2012-2013.

¹⁹ Cf. www.capcomespace.net/dossiers/espace_europeen/albion/albion_demantelement.

« Je tiens de source sûre que depuis l'annonce officielle de l'implantation de la base, l'on joue des coudes à Paris pour être nommé à Apt ».

« L'esthétique du plateau sera préservée dans son intégralité et la chasse pourra s'y poursuivre comme la cueillette des lavandes ou celle des champignons ».

« Personnellement je suis prêt à user de toute l'influence de mes relations si l'on me démontre que nous sommes dans la mauvaise voie ».

Même les dieux ne peuvent rien contre la sottise burlesque d'un Santoni. La démonstration de la mauvaise orientation sur le mauvais chemin, quelques autochtones attachés à leur pays l'exposent pourtant dès le début des travaux de construction. Aidés en cela par la déclaration du général Nguyen-van-Hinh, dans le journal *Le Provençal* du 5 juillet 1966 :

« La force de dissuasion est faite pour répliquer à une attaque. Le système doit donc être en état de fonctionner après une agression. Il convient de protéger les fusées en les enterrant. »

Autrement dit, le plateau d'Albion est un site de deuxième frappe. Ce qui suppose, corrélativement, qu'il soit une cible de première frappe. Mais sans création d'abris pour les populations, tenues pour quantité sacrificable. Les locaux saisissent, pour nombre d'entre eux, l'ampleur de la menace, relayée par le *Nouvel Observateur* dans un article du 4 mai 1966 :

« Parfois, un colonel dit à un paysan, de bouche à oreille, avec une feinte ingénuité : "bien sûr, ce plateau va être la cible de l'ennemi [...] mais que ça tombe à Pierrelatte ou ici, nous serons atomisés tous ensemble ».

On ne parle pas (pas encore), de l'exposition des habitants du cru, et des militaires eux-mêmes, aux radiations. Chaque plaie en son temps.

La résistance des poètes

Une voix s'élève en ces années de militarisation du plateau d'Albion. Celle du colosse René Char, lancé dans la résistance anti-nucléaire et l'opposition à Georges Santoni. Char, dans le Vaucluse, est surtout le « Capitaine Alexandre ». L'organisateur, depuis Céreste, à moins de vingt kilomètres d'Apt, d'un réseau de la Section Atterrissage Parachute (SAP) durant l'occupation. Après-guerre, il a rompu avec les communistes à la suite de calomnies propagées par un correspondant du quotidien *Rouge-Midi*, organe du rayon communiste et des syndicats unitaires des Alpes-Maritimes, qui accuse les anciens résistants de la SAP de détournement de marchandises. Revenu de l'engagement politique, Char reçoit pourtant l'appui des intellectuels et organes communistes dans l'agitation locale qu'il mène contre le gaulliste Santoni. Dans les colonnes du *Nouvel observateur*, des personnalités telles que Jean-Paul Sartre, Jean Rostand, Michel Leiris ou Henri Laugier, ex-directeur du CNRS, assurent de leur soutien la population en lutte contre l'absurde projet. Les communistes s'opposent à la bombe gaulliste ; non pas au nucléaire en soi.

Char, quant à lui, s'exprime en février 1966 dans un placard illustré par Pablo Picasso :

« Que les perceurs de la noble écorce terrestre d'Albion mesurent bien ceci : nous nous battons pour un site où la neige n'est pas seulement la louve de l'hiver mais aussi l'aulne du printemps. Le soleil s'y lève sur notre sang

exigeant et l'homme n'est jamais en prison chez son semblable. À nos yeux ce site vaut mieux que notre pain, car Il ne peut être, lui, remplacé. »

Char étrille également le pauvre Santoni dans une plaquette datée du 24 octobre 1965, depuis L'Isle-sur-la-Sorgue. *La Provence point oméga* est dédiée « Aux oiseaux migrateurs de Pierrelatte, de Cadarache, de Marcoule, d'Apt, de Fontaine-de-Vaucluse » :

« Ville ouverte ou ville fermée, ce qui importait, c'est que la ville ne fut pas LIVRÉE. Le Plan de Mise en Valeur du Territoire ne devrait pas poser une bombe dans notre lit avec défense de l'enlever.

APTÉSIENS,

Vous avez un maire à tête thermonucléaire. Lui ne risque rien. Mais vous ?

"650 familles de plus pour la prospérité d'Apt, d'ici trois ans, et aucun danger", SANTONI, *Le Méridional*, 14-10-65.

Sur l'heure, peut-être, 250 000 hommes, femmes, enfants de moins, en cas de conflit atomique.

Qui se moque du danger de tarir la Fontaine de Vaucluse ou d'infecter de poison ses eaux ?

APTÉSIENS, ne prenez pas la peine de creuser votre abri sous la Pharmacie Santoni.

ASSURANCES SANTONI,

ASSURANCES CONTRE LA VIE.

La Nature n'aime plus à se cacher. Par dégoût.

Vite, clairvoyants APTÉSIENS, Santoni en déroute, avant qu'il ne vous mette au tombeau !

"Un pont, comme celui d'Avignon, est un objectif militaire aussi important qu'une base de lancement de fusées." SANTONI, *Le Méridional*, 14-10-65

Qui dansera sur le pont d'Avignon quand notre pays sera rasé ? Santoni ?

D'après Santoni les fusées ne seraient pas à tête thermonucléaire mais à tête de linotte...

L'imbécile malheur à l'index pointé se ceignit une fois de l'écharpe d'un maire !

La prière des Aptésiens s'élèverait demain d'un silo à fusées !

Qui sera riche, en achetant notre terre, en vendant notre peau !

Je vous prédis, missiles, dans un sol qui vous refuse, des éboulements sans remède.

Tous les chemins mèneraient au plateau d'Albion. Mais par la voie des airs ou celle des marais !

Vieillesse aux pas qui tardent, aux souvenirs maudits, presse-toi.

Ouvriers, comme avant-dernier salaire, celui de l'obéissance et de la peur ?

Industriels, commerçants, vous seriez désormais sans nécessité sous le soleil.

Paysan, mets un tigre dans ton tracteur. C'est un noble animal.

Étrangers qui passiez...

Truffes du Ventoux, vignes de partout, champignons sauvages, pommes d'aujourd'hui, primeurs accourcies, pêches de Provence, blessé à mort serait le sol qui vous produit.

Joueurs de Cézanne, les cartes que le peintre mit dans votre main n'étaient point truquées. Le Jeu exige à présent qu'elles le soient. Repoussez-les.

Barques de Van Gogh, à l'horizon des Saintes, éloignez-vous du rivage !
Avec leurs minutieux travaux atomiques, site après site ravagé, ils rétabliraient la mer à
Apt !
La Fontaine-de-Vaucluse n'accourrait plus à son nom.
Tout finit par mourir, excepté la conscience qui témoigne pour la vie.²⁰ »

Du côté de Cadarache, Giono vient lui aussi de faire entendre la voix des humanités face au délire scientifique. Giono le déserteur, antimilitariste, petit homme amoureux et hâbleur, qui laisse enfler entre 1939 et 1945 sa mauvaise réputation de « collabo », cependant que le Capitaine Alexandre présente tous les gages de la résolution et du courage. Giono, qui entre 1935 et 1939 s'est rêvé en meneur d'une grande jacquerie anti-industrielle, grisé par ses randonnées du Contadour en compagnie d'un groupe d'amis et de curieux pacifistes. L'implantation du site de Cadarache réveille la fibre du résistant à la Machine, dans un texte direct et plein d'humour. Une voix solitaire, qui ne bénéficie pas du soutien institutionnel et idéologique accordé à René Char. C'est dans *L'Arc*, revue littéraire aixoise, que Giono s'exprime à l'hiver 1961 :

« La municipalité de Manosque (je cite cette ville parce que c'est la plus importante de la région), le conseil général des Basses-Alpes et les élus du département ont accepté bêtement (je tiens au mot), et même avec un enthousiasme de naïveté primaire et de politique de comice agricole, la création du Centre nucléaire de Cadarache. Je voudrais poser trois questions :

Le centre, qui a été présenté aux populations comme un centre d'étude, ne serait-il pas en fin de compte un centre de production ?

Est-il exact que le recrutement des spécialistes destinés à ce centre, qui devait être assuré par volontariat, a les pires difficultés pour trouver des volontaires et qu'on est obligé de désigner le personnel d'office ?

Étant donné qu'on va me répondre sûrement que même la production à Cadarache ne présentera aucun danger, pourquoi ce centre inoffensif n'a-t-il pas été installé tout simplement à Paris et plus spécialement dans les jardins inutiles de l'Élysée ? La proximité de la Seine lui assurerait plus certainement que la Durance le débit d'eau nécessaire à son fonctionnement.

Cadarache est à 8 kilomètres à vol d'oiseau de Manosque : 10 000 habitants ; à 4 kilomètres de Corbières, Sainte-Tulle, Vinon : ensemble d'environ 4 000 habitants ; à 9 kilomètres de Gréoulx-les-Bains : station thermale ; à 600 mètres de la route nationale Marseille-Briançon, à trafic intense.

Si on me répond que le site de l'Élysée est magnifique, sans en disconvenir je répondrai que celui de Cadarache ne l'est pas moins. Si on me dit que, malgré son innocuité certifiée, ce centre nucléaire ferait courir quelque danger à Paris et aux hôtes de l'Élysée, je répondrai que notre sort et celui de nos enfants présents et futurs nous sont également très chers.

Bref, il s'agirait de savoir quel est le prétexte qu'on peut faire valoir pour justifier physiquement et métaphysiquement l'implantation de ce centre nucléaire (assuré inoffensif comme tous les centres nucléaires) dans le site de Cadarache.²¹ »

²⁰ René Char, 1965. Imprimerie Union, Paris XV.

²¹ *L'Arc* n°13. Hiver 1961, p.93. cité dans *Giono, Provence*, textes réunis et présentés par Henri Godard, Gallimard, Folio, 1993.

Les protestations des poètes n'ont pas fait reculer d'un pouce le Moloch nucléaire. Mais ceux-là ont déposé pour l'histoire. Ils ont tiré en vain les signaux d'alarme de la locomotive du progrès. Soixante ans plus tard, touristes et résidents errent dans les décombres de cette histoire désormais close.

L'heure des comptes

Le recul d'un gros demi-siècle, et, pour les installations les plus récentes telles Iter, d'une quinzaine d'années, permet d'y voir plus clair au milieu de l'enfumage nucléariste. La géologie n'est pas moins obstinée aujourd'hui qu'au début de ce siècle, moment du démantèlement de l'atelier de fabrication de MOX. Le site est toujours situé sur une faille sismique. Les installations nucléaires de Cadarache ont été promues, avec Iter, comme le fleuron d'une production « d'énergie quasiment inépuisable, sûre, et d'un faible impact sur l'environnement », ainsi que le rappelle le site officiel d'Iter. Les démiurges promettaient d'amplifier d'un facteur dix la puissance apportée aux systèmes de chauffage du réacteur, passant de 50 mégawatts à 500 mégawatts. Le banquier Macron, employeur temporaire de Christophe Castaner au ministère de l'Intérieur, louait, comme Jacques Chirac avant lui, la production d'une « énergie non polluante, décarbonée, sûre et pratiquement sans déchets ».

Après-coup, le « retour d'expérience » est moins enthousiasmant, ainsi que le rappelle cet article du *Canard Enchaîné* en date du 27 octobre 2021, qui cite *l'Iter Organization* elle-même :

« Il est évident que l'ensemble des systèmes de l'installation Iter consommera plus d'énergie que le plasma en produira. »

Quant au journaliste scientifique Stephen B. Krivit, spécialiste des questions énergétiques, il estime qu'avec Iter, un petit groupe de chercheurs experts en fusion nucléaire s'est surtout efforcé d'abuser le gogo, afin de maintenir les financements publics. Selon Krivit, le bilan énergétique de l'installation de fusion nucléaire serait proche de zéro. Non pas 50 mégawatts pour 500 mégawatts, mais plutôt 500 mégawatts pour 500 mégawatts²². Sans compter, à propos du faible impact sur l'« environnement », les quantités de métaux nécessaires à la production des aimants supraconducteurs du réacteur (niobium-titane ; niobium-étain), arrachés aux entrailles de la forêt brésilienne ; puis, en aval, les 40 000 tonnes (*a minima*) de déchets à stocker, dont du béryllium irradié²³. Autrement dit une substance classée par le Centre de recherche international sur le cancer (IARC) dans le groupe 1 des cancérogènes reconnus, ici au niveau des poumons.

En fait de milieu « dynamisé » par une industrie propre, la région de Saint-Paul-lès-Durance ressemble plutôt à un sanctuaire du *statu quo*. Comme pour tout *technopôle* qui se respecte, on avait ouvert à Manosque, en 2007, « l'école internationale PACA », un établissement chargé de former l'élite des cadres de Cadarache. Lorsque l'on traîne son cartable et ses craies dans les quartiers Nord-Est de Marseille, pile en face d'une barre d'immeubles, à deux pas du centre commercial Casino du quartier de la Rose, on se convainc vite que l'herbe est plus verte ailleurs, du côté des « pôles d'excellence » qui bénéficient de l'afflux des jeunes cerveaux. Un ancien condisciple du temps de mes études de philosophie, qui officie désormais dans le lycée de Cadarache-Iter, dissipe

²² S.B. Krivit, « The ITER Power Amplification Myth », 6 octobre 2017, newenergytimes.net/2017/10/06/the-iter-power-amplification-myth/. Cité par Jacques Rossi, *Aix-« en Provence », un technosite de la société industrielle*, 7 janvier 2022. Sur www.piecesetmaindœuvre.com.

²³ C. Izoard, « Derrière le projet ITER, des montagnes de métaux toxiques et de déchets radioactifs », 17 juin 2021, reporterre.net.

mes illusions. Lui, dont la famille est manosquaine, s'est naturellement proposé pour être recruté dans ce lycée, sur un « poste à profil » bilingue français-anglais. Je l'interroge à propos du niveau général des élèves, de la proportion d'enfants de cadres d'Iter, de la propension des élèves à s'orienter vers des études d'ingénieur. Réponses : niveau très « hétérogène », des copies bien meilleures que celles du bac, mais d'autres aussi, très fragiles, provenant des élèves non francophones. Quand on a d'autres priorités, la philosophie ne fait pas plus recette qu'ailleurs. En terminale les élèves dont les parents sont cadres à Iter représentent peut-être 30 %. La grande majorité des élèves viennent du bassin, avec un profil bilingue (descendants d'Italiens, couples binationaux qui parlent français et allemand à la maison ou bien maçons espagnols qui sont sur les chantiers d'Iter). Les cadres français d'Iter ne mettent pas forcément leurs enfants à Manosque. Aix « la bourgeoise » tient encore la corde. Quant aux choix d'avenir, la plupart des enfants d'ingénieurs nucléaires ne suivent pas le chemin de leur parent. Les sciences les intéressent beaucoup moins que les relations internationales. Les Français restent en France, les anglophones rentrent au Royaume-Uni faire médecine, vétérinaire, aéronautique ou bien *Bachelor of Arts*. Idem pour les Japonais, les Coréens, les Russes, les Américains, les Chinois ou les Indiens. Bref, la situation sur le bassin de Cadarache est désespérément commune, en dépit de sa vitrine Benetton.

De leur côté, les installations du plateau d'Albion ont commencé à être démantelées en 1996, sous l'impulsion du président Chirac, qui venait de relancer les essais nucléaires français le 25 octobre 1995, sur l'atoll de Mururoa. L'entretien coûtait trop cher. En février 1998, le plateau est officiellement « dénucléarisé ». Que retenir, pour la région et les communes avoisinantes, de cet afflux de militaires en plein cœur de la Haute-Provence, au long de vingt-cinq années ? À peu près rien : les militaires sont restés en quasi-autarcie, laissant les commerces locaux se reposer, comme à l'accoutumée, sur le tourisme. Des estimations évoquent une perte de 1200 emplois directs après le départ des militaires, ainsi qu'un départ de 3300 personnes provoquant la fermeture d'une quarantaine de classes entre Apt et Sault. Économiquement, près de 170 entreprises auraient été touchées plus ou moins directement²⁴. Ce n'est pas énorme, et les habitants du cru n'en tiennent pas rigueur à leurs responsables politiques. Admirez plutôt la fidélité des Aptésiens. En 2015, ils ont élu comme maire une certaine Dominique Santoni, encartée LR. La fille de son père Georges, qui, cinquante ans plus tôt, s'extasiait de faire entrer Apt dans l'ère nucléaire, et par la grande porte ; et la petite-fille de son grand-père Eugène Baudoin, déjà maire entre 1924 et 1941. Dominique Santoni suit les traces de son père, tout en innovant. Elle ajoute une touche de *globiche* au modernisme encore provincial de papa et de grand-papa. Après avoir travaillé dans la « com' », puis fondé les agences *WIB*, disséminées à Paris, New-York, Milan et Londres, ainsi que *Talents Aiguilles*, elle a décidé de donner de l'« impact » à son retour en terre natale. En tant que mairesse d'Apt, puis présidente du département du Vaucluse. Florilège, digne du sottisier santonien jadis brocardé par René Char :

« Il est important de capter de nouvelles populations qui vont amener du pouvoir d'achat, du renouveau, du développement économique, de la fréquentation touristique. Le Très haut débit doit permettre d'attirer ces gens en télétravail, tout en offrant une qualité de vie exceptionnelle. »

« Nous sommes à un tournant et il ne faut pas hésiter à capitaliser sur la notoriété du "Vaucluse". Le Vaucluse aujourd'hui est une marque reconnue. Quand on parle du Vaucluse, on sait de quoi on parle. Pour autant, pour attirer tous ces personnes, il faut leur donner les moyens de s'installer et c'est le haut débit qui entraîne tout le reste. »

« A Apt, on a choisi un créneau qui est celui de la "Silver économie en se disant qu'il fallait ramener des gens dans le centre-ville en proposant des commerces, des services

²⁴ Cf. http://www.capcomespace.net/dossiers/espace_europeen/albion/albion_demantelement.htm.

afin de favoriser le développement de l'activité. L'idée est de faire revenir des gens de 55 ans et plus avec un fort pouvoir d'achat. Des "jeunior", les vieux des jeunes ou les jeunes des vieux selon l'âge que l'on a, qui pourraient s'investir dans la ville pour y passer 3 mois, 6 mois ou 1 an²⁵. »

Voilà le programme plébiscité par les Aptésiens. La transformation de mon pays en cour de récréation pour touristes connectés : bienvenue au parc Provence. Du grand-père à la petite-fille, au temps pour l'expansion triomphale d'Apt. Selon toute apparence, cela convient aux gens du coin, s'il en reste. Ils en redemandent de la « qualité de vie », enfermés au soleil en « télétravail ». Amis de l'« émancipation sociale », il est entendu qu'on ne peut faire sans le peuple. Mais, bien souvent, le peuple se moque de nous comme de « l'émancipation sociale ».

Tout, donc, aurait pu suivre son cours dans l'abrutissement général, du feu nucléaire à la technocratie ordinaire, si de tardives révélations n'avaient brisé le consensus militaro-industriel autour du plateau d'Albion. Le 21 avril 2014, le journal *Le Parisien* publie un article sur le mal mystérieux qui frappe les militaires d'Albion²⁶. L'un d'entre eux, Lény Paris, est la figure de proue de la révolte des militaires et personnels d'entretien des installations du site, contre l'État et la Grande Muette. Depuis le début des années 2000, cet ancien commando de l'air se bat pour faire reconnaître que la maladie dont il souffre provient d'une irradiation sur le plateau. Né en 1971, l'appelé du contingent est affecté entre 1990 et 1991 à la surveillance de quelques-unes des dix-huit zones de lancement du site.

« On allait trois à quatre fois, voire dix fois par semaine sur ces zones. Lors des convois, on pouvait rester des heures à un mètre des ogives nucléaires qui allaient être chargées dans les ZL [Zones de lancement]. On avait des tenues de protection nucléaire mais pas de dosimètre personnel, et des masques à gaz qu'on ne mettait pas car il faisait trop chaud et personne n'insistait pour qu'on les porte²⁷. »

Dès 1992, cet athlète à l'endurance de marathonien souffre d'orgelets aux yeux et d'une kératite (inflammation de la cornée). En 2000, Lény se fracture la main droite puis la cheville droite en marchant. On peut consulter les rapports médicaux de densitométrie osseuse du militaire pour s'en convaincre : âgé à l'époque d'une trentaine d'années, Lény a le squelette d'un vieillard de plus de quatre-vingts ans²⁸. Atteint d'une nécrose des os, sourd d'une oreille, fatigué par les gestes les plus simples de la vie, contraint de porter des vêtements taillés pour les adolescents, l'ancien commando de l'armée de l'air a déposé une plainte contre l'État pour « mise en danger de la vie d'autrui par manquement d'une obligation de sécurité ».

Dans ses missions de surveillance, il a dû, des dizaines de fois, rester sur zone en attendant les techniciens, en faisant des rondes autour de l'ogive, silo ouvert, sans équipement. Les quelque dix-sept professeurs qu'il a consultés disent n'avoir jamais vu cela. Les maux dont souffre Lény, dit l'un d'entre eux, « c'est ce qu'on retrouve chez les liquidateurs de Tchernobyl ». L'Armée, quant à elle, n'a même pas dispensé de pension à l'ancien militaire, en ne retenant qu'une invalidité pour nécrose à hauteur de 20 %.

Mais que peut Lény Paris, hormis, à son échelle et à son tour, témoigner pour la vérité ?

Lors du lancement du site, le ministre de la défense, Michel Debré (entre 1969 et 1972), avait déclaré aux personnels du plateau d'Albion : « il n'y a pas plus de risque à travailler ici qu'à conduire sur l'autoroute ». Déclaration santonienne en diable, entérinée avec une ingénuité feinte,

²⁵ Dominique Santoni, « Je suis une femme de consensus », *L'écho du mardi*, 19 avril 2021.

²⁶ Nicolas Jacquard, « Ce mal étrange qui ronge les anciens d'Albion », *Le Parisien*, n° 21652, lundi 21 avril 2014.

²⁷ *Le Monde*, 13 mars 2007.

²⁸ Tous documents consultables sur le site : <http://www.victimes-albion.fr>.

jusqu'à l'écoeurement, par Marcel Jurien de la Gravière, le Délégué à la sûreté nucléaire et à la radioprotection pour les activités et installations intéressant la Défense (DSND) :

« Vous pouvez aller à côté d'une ogive nucléaire, ça ne présente pas de risque. Cela peut paraître étonnant, mais c'est comme ça, c'est un objet parfaitement architecturé, avec plusieurs couches, et tout ça protège des rayonnements, et c'est conçu à l'origine pour qu'il n'y ait pas de rayonnements qui sortent et qui agressent la santé²⁹. »

C'est comme ça. Du 27 au 29 avril 1999, l'Office de protection contre les rayonnements ionisants (Opri) procède à des relevés sur le plateau. Sur certaines zones, on relève des niveaux d'activité en plutonium supérieurs aux valeurs observées habituellement. Mais, dit l'Opri, aucun lien avec l'activité sur ces terrains, mais plutôt avec les retombées de césium liées à l'accident de Tchernobyl, et aux retombées de plutonium sur le sol suite aux tirs des essais atomiques aériens des années 1960. L'infâme Marcel Jurien de la Gravière renchérit dans un rapport de 2009 adressé à Lény Paris :

« Les conclusions du rapport [...] affirment sans ambiguïté que ces traces n'ont aucun lien avec les activités menées sur le plateau d'Albion. Elles sont dues aux retombées des essais nucléaires dans l'hémisphère nord et à celles de l'accident de Tchernobyl ».

Cela peut paraître étonnant.

Et cela étonne, de fait, la Commission de recherche et d'informations indépendantes sur la radioactivité (CRIIRAD) et son président, Roland Desbordes. Dans un document de 2007, l'association conteste la fiabilité des mesures de l'Opri. Pour attester que les traces de césium étaient dues aux retombées de Tchernobyl, il aurait fallu pouvoir comparer ces résultats à ceux obtenus sur des sols du même type, prélevés à quelques kilomètres des silos, ce que l'Opri ne semble pas avoir fait. Les contrôles effectués portaient sur un état des lieux après intervention de l'Armée, et n'étaient donc pas représentatifs de la radioactivité éventuelle en 1990-1991, avant le démantèlement des zones de lancement. Il n'y a pas eu de mesures de fond des silos, ni de mesure du tritium³⁰. En d'autres termes, la Grande Muette joue d'un dossier lacunaire tout en tirant profit de principes juridiques qui rendent presque impossible l'administration de la preuve par les victimes. Comme le souligne Roland Desbordes au *Parisien*, en France - contrairement, aux pays anglo-saxons - la justice demande la preuve d'un lien de causalité, « et celle que votre maladie soit exclusivement liée à la radioactivité³¹ ». Chez les Anglo-saxons, il existe une liste de maladies radio-induites. Si on en développe une, et qu'il est attesté que l'on s'est trouvé dans une situation exposant à un risque de contamination, alors on peut être indemnisé. D'où, face à la bureaucratie française, le chemin de croix de Lény Paris.

Bernard Brunet non plus ne peut rien prouver, mais il pense à Albion. Électricien, il est affecté à l'âge de vingt ans, entre 1971 et 1978, au maintien opérationnel du site de dissuasion nucléaire. Enthousiaste, il partage un peu du rêve de puissance national : « on savait qu'il y avait des risques, mais on se croyait intouchable » ; « on touchait les missiles, on était souvent à moins d'un mètre. On passait par un sas. Neuf mètres plus bas, on se trouvait à côté du fût du missile. » En 2012, on lui dénombre une vingtaine de ganglions cancéreux. Au long de ses opérations à Albion, il dit n'avoir jamais obtenu les dosimètres qu'il demandait. Un « gars qu'il a formé » est mort quelques années plus tard. Jeannot, son chef de service, souffre d'un cancer de la carotide. Georges, qui travaillait au refroidissement des têtes, meurt d'un sarcome en 2003. Le gendarme qui descendait régulièrement dans les silos meurt en 2011, à 70 ans, d'une leucémie foudroyante. Le boulanger de Saint-Christol est emporté par le même mal. Jean-Michel, affecté au plateau en 1981-

²⁹ Reportage France 3-Régions, 2008.

³⁰ Courrier du 29 mars 2007 rédigé par Bruno Chareyron, ingénieur en physique nucléaire, responsable du laboratoire de la CRIIRAD, à l'adresse de M. Marcel Jurien de la Gravière, responsable de la DSND.

³¹ N. Jacquard, *Le Parisien*, article cité.

82, à l'âge de 21 ans, accumule de la fatigue et développe du psoriasis, puis des granulons sur les pieds et des bourgeons saignants à l'âge de 40 ans, avant de contracter à 59 ans un nodule sur la thyroïde. Alain, sous-officier technicien de l'Armée de l'air au plateau d'Albion de novembre 1976 à août 1987, a travaillé quotidiennement sur les 18 ZL (silos) pendant 5 ans et ensuite au PCT2 de Reilhanette pendant 5 ans, en simple treillis de travail sans porter de dosimètre : dérèglement thyroïdien diagnostiqué en octobre 2013. Jean-Pierre, boulanger pâtissier, a fait son service militaire en 1976 sur le plateau d'Albion. Sorti caporal-chef après trois mois de classe sur la base. En 2007, diagnostiqué pour une leucémie lymphocyte chronique. Denis, affecté de 1985 à 1989 à l'escadron d'Orange qui avait pour principale mission des déplacements à la base stratégique nucléaire du plateau d'Albion, afin de transporter et surveiller un boîtier qui servait de sécurité de mise à feu du missile. Sueurs nocturne avec des moments de grande fatigue. Puis, en 1991, après une affectation en région parisienne, diagnostiqué pour un cancer des ganglions (maladie d'Hodgkin). Pierre, militaire sur la base SSBS de 1968 à 1973, atteint d'un cancer du poumon de stade 4. Virginie, habitante sur le plateau d'Albion de 1981 à 1987, entre cinq et onze ans. A assisté au défilé des têtes de missiles devant sa maison. Victime à onze ans d'un cancer ORL rare. Didier, gendarme mobile à l'Escadron de Bourg Saint-Andéol de 1981 à 1986, intervenant sur zone de lancement. Problèmes de santé en 1995 puis congés longue durée pour maladie et mise en retraite d'office en 2001. Jean-Michel, aviateur affecté au Groupe de renfort intervention (GRI), sur les zones de lancement, en soutien des commandos de l'air. En 1982, une tête nucléaire stationne sur le parking à l'entrée de la base sans qu'aucune information de sécurité ne soit prise pour tenir le personnel à distance. Depuis, souffre de problèmes dermatologiques atypiques et d'un nodule dans la thyroïde.

La *supplication* d'Albion - pour reprendre le titre de Svetlana Alexievitch sur les « liquidateurs » de Tchernobyl - ne s'arrête pas à ces quelques exemples³². Selon Annie Thébaud-Mony, sociologue de la santé, auteur d'une enquête (ignorée par les pouvoirs publics) sur les conséquences de la radioactivité en 2000, la situation d'Albion est analogue à celle de l'arsenal de Brest, à l'Île Longue, dans le Finistère, où des travailleurs de l'État furent exposés pendant plus de vingt-cinq ans au contact des têtes de missiles, contractant des cancers reconnus depuis comme maladies professionnelles³³. Mais en Provence règne encore l'omerta sur ce crime sanitaire. Énième rejet, aux côtés du sang contaminé, de la vache folle ou de l'amiante, de l'auto-accroissement du système technicien.

Le combat de Lény Paris et des irradiés d'Albion me serre le cœur. L'histoire de mon pays au temps de la dissuasion nucléaire s'achève dans la morbidité. De Cadarache à Albion, des fantasmes de puissance industrielle fracassés sur les récifs de la médiocrité, de l'absurde et de la mort. L'amère défaite des Humanités. René Char, pourtant, le leur avait bien dit (« Les apparitions dédaignées », in *Le chien de cœur*, 1969) :

« Les civilisations sont des graisses. L'Histoire échoue, Dieu faute de Dieu n'enjambe plus nos murs soupçonneux, l'homme feule à l'oreille de l'homme, le Temps se fourvoie, la fission est en cours. Quoi encore ?

La science ne peut fournir à l'homme dévasté qu'un phare aveugle, une arme de détresse, des outils sans légende. Au plus dément : le sifflet des manœuvres. »

Renaud Garcia
5 février 2022

³² Cf. <http://www.victimes-albion.fr>

³³ Europe 1, émission « La question qui fâche », 22 avril 2014.

A lire sur www.piecesetmaindoeuvre.com :

- Du même auteur : *Le Progrès arrive en gare de Lhassa* et les notices de *Notre Bibliothèque Verte*

- Sur la même région : *Aix-« en-Provence »*. *Un technosite de la société industrielle*, de Jacques Rossi.

- Sur le même sujet :
 - *Mémento Malville*
 - *Malville, Superphénix : 30 ans de défaite* (ITER ou la fabrique d’Absolu, par Bertrand Louart)
 - *Louis Néel en 1976 : Creys-Malville, le dernier mot ?*
 - *Sous le soleil de l’innovation, rien que du nouveau !*